



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°4 – du 20 au 26 janvier 2023

En bref

- Nest et Cushon, deux fonds de pension britanniques représentant 26 Md£ d'actifs sous gestion, cherchent à développer de nouveaux mécanismes permettant de financer la protection et la restauration des forêts.

- [EY](#) estime que le Royaume-Uni devrait subir une récession plus importante qu'attendue jusque là, prévoyant une contraction de 0,7 % en 2023, contre 0,3 % en octobre dernier. Les principaux facteurs de cette révision comprennent la réduction de la générosité de la garantie des prix de l'énergie, les impôts supplémentaires sur les hauts revenus et les signes indiquant que le marché de l'immobilier

LE CHIFFRE À RETENIR

- 47,8

L'indice des directeurs d'achat [composite](#) tombe à 47,8 en janvier, après 49 en décembre.

ralentit plus rapidement que prévu.

- Dans une [lettre](#), les dirigeants des agences de crédit-export du G7, dont le Royaume-Uni, expriment leur soutien et solidarité indéfectible à l'Ukraine.

- En janvier, l'indice [GfK](#) - mesurant la confiance des consommateurs - baisse de trois points pour atteindre -45, reflétant la dégradation des intentions d'achats et de la

perception de l'évolution de la conjoncture.

- Le Royaume-Uni annonce participer en tant que partie tierce au différend à l'OMC

Actualité macro-économique

L'emprunt public de décembre atteint le plus haut niveau mensuel relevé depuis 1993, s'élevant à 27,4 Md£ après 10,7 Md£ pour le même mois en 2021 – Selon l'[ONS](#), l'emprunt public a augmenté "en grande partie en raison d'une forte hausse des dépenses liées aux programmes d'aide à l'énergie et aux intérêts de la dette". L'emprunt public de ce mois excède de 9,8 Md£ la prévision réalisée par l'OBR - organisme indépendant de surveillance budgétaire britannique – en novembre dernier. Si l'on intègre, en outre, la [possible](#) révision à la baisse de la croissance économique, les potentielles marges de manœuvre budgétaires engendrées par les prix de l'énergie moins élevés que prévus cet hiver pourraient finalement ne pas se matérialiser.

Le Chancelier de l'Échiquier aurait l'intention de prolonger d'un an la réduction de 5 pences de la taxe sur les carburants si les perspectives économiques s'améliorent – La prolongation de cette mesure, mise en place par R. Sunak en mars dernier,

présenté par l'UE contre les mesures de rétorsions chinoises à l'encontre de la Lituanie.

dégraderait les finances publiques de 6 Md£. Selon le think tank CEBR, cette réduction, s'ajoutant au gel de la taxe, permettrait d'éviter une hausse de l'inflation de plus de 2 points. Ayant fait preuve d'une volonté de consolidation des finances publiques de moyen terme lors du budget d'Automne, le Chancelier actuel ferait l'objet de pressions internes au parti Conservateur l'incitant à mettre en œuvre des baisses d'impôts en 2024.

Actualité commerce & investissement

La Competition and Markets Authority (CMA) prévoit d'assouplir le droit de la concurrence pour les projets contribuant à la lutte contre le changement climatique – Sous la pression de plusieurs groupes représentant des acteurs économiques, la nouvelle présidente de la CMA, Sarah Cardelle, a annoncé un [assouplissement des règles encadrant les ententes entre entreprises pour encourager la lutte contre le changement climatique](#). Dans le cadre actuel, les ententes ne sont pas autorisées, sauf si le projet présente un avantage significatif en termes de

production, distribution, et bénéficie également aux clients/ consommateurs. La CMA lancera une consultation le mois prochain.

La ministre au commerce extérieur Kemi Badenoch [présente](#) ses cinq priorités pour l'année 2023 – Dans les grandes lignes, Kemi Badenoch souhaite améliorer l'accès au marché de certains biens et services britanniques en obtenant la suppression de barrières commerciales dans certains pays, tout en continuant à mettre en œuvre la stratégie à l'export qui fixe l'objectif d'atteindre un trillion d'exportations britanniques d'ici 2030. A cet égard, le gouvernement défendra le libre-échange et le respect des règles du commerce international et poursuivra les négociations en cours, notamment avec l'Inde et le CPTPP. Par ailleurs, la ministre continuera à promouvoir l'attractivité du Royaume-Uni, notamment auprès des investisseurs internationaux.

Le gouvernement pourrait introduire un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) dans le cadre d'un programme de soutien pour l'industrie sidérurgique britannique à la transition vers une production verte – Consécutivement aux diverses consultations menées par le gouvernement avec les principaux acteurs de l'industrie sidérurgique, entre autres *British Steel* et *Tata Steel UK*, le gouvernement devrait octroyer des aides d'environ 600 M£ en vue de financer la transition vers une production d'acier « vert »; ces aides seraient conditionnées à des

investissements dans les sites de production britanniques et un engagement de les garder en activité au moins jusqu'en 2030. En effet, le propriétaire chinois de British Steel, Jingye, a averti qu'en l'absence d'aide du gouvernement, l'entreprise fermerait l'un de ses sites au Royaume-Uni. En complément du soutien financier, selon le [FT](#), l'introduction du MACF pourrait permettre de soutenir les industriels britanniques en vue de restaurer, ou du moins préserver, la compétitivité de l'acier britannique.

Anne-Marie Trevelyan, secrétaire d'Etat pour l'Indopacifique, réaffirme les engagements britanniques à l'égard de cette région – Mme Trevelyan a rappelé les actions menées par le gouvernement britannique sur le plan commercial: le Royaume-Uni est devenu un partenaire du dialogue au sein de l'ASEAN et a conclu des accords commerciaux avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande ainsi qu'un *Digital Economic Agreement* avec Singapour. Par ailleurs, les négociations en cours avec l'Inde et la procédure d'adhésion britannique à l'accord transpacifique (CPTPP) reflètent l'ambition du gouvernement d'intensifier les liens commerciaux avec la région Indopacifique. Bien que reconnaissant les défis et les tensions actuelles avec la Chine, Mme Trevelyan estime qu'elle reste un partenaire important sur le plan commercial mais également climatique. Enfin, le gouvernement britannique souhaite coopérer et soutenir certains projets d'infrastructures « vertes » dans la région notamment par le biais de l'institution

de financement *British International Investment*, qui a ouvert une branche à Singapour.

La Confederation of British Industry (CBI) appelle le gouvernement à se doter d'un plan plus robuste pour soutenir l'économie verte – Dans un entretien au [FT](#), le directeur général de la [CBI](#) Tony Danker souligne que le Royaume-Uni creuse son retard par rapport aux Etats-Unis et à l'Union européenne en matière de soutien public aux investissements verts. En réponse à l'*Inflation Reduction Act* américain, l'UE s'est en effet engagée la semaine dernière à des investissements « sans précédent » dans les industries vertes. Afin d'éviter une fuite des investissements verts vers les Etats-Unis ou l'UE, et reconnaissant que le R-U ne peut accorder autant de subventions que les Etats-Unis, Tony Danker invite le gouvernement britannique à recourir aux subventions mais aussi à la dérégulation (assouplissement des règles d'aménagement pour favoriser l'implantation de fermes éoliennes terrestres et maritimes, par exemple). La CBI propose de mettre en œuvre des subventions de type « *contracts for difference* » pour les technologies « les plus prometteuses » comme l'hydrogène, les carburants aériens de synthèse ou les procédés de capture et stockage du carbone. La CBI a par ailleurs publié son [étude mensuelle](#) sur l'industrie manufacturière. Si certains éléments, comme le volume de production et de commande, se stabilisent par rapport à l'édition précédente, les entreprises du secteur

rencontrent toujours des difficultés (recrutement, inflation, prix de l'énergie) et les intentions d'investissement pour 2023 sont « mitigées ». Les entreprises interrogées prévoient d'investir en priorité dans la formation ainsi que dans les installations et machines.

Actualité financière

1 Réglementation financière et Marchés

L'UE peine à obtenir la relocalisation des activités des chambres de compensations sur le continent – En effet, la *London Clearing House* (LCH) a compensé 50,9 tn€ de *swaps* libellés en euros utilisant le taux Euribor en 2022, soit 94 % du marché, selon les données du cabinet d'études Clarus. En revanche, la principale chambre de compensation des dérivés de taux d'intérêt en Europe, *Eurex Clearing*, n'a compensé que 3,35 tn€, marquant la prédominance de la structure londonienne, en dépit des pressions exercées sur les banques européennes par l'UE pour attirer ces activités sur son sol.

Un [rapport](#) de l'*European Banking Authority* fait état d'une très forte augmentation (+40%, de 1383 à 1957) du nombre de banquiers dont le salaire est supérieur à 1 M€ par an en Europe entre 2020 et 2021 - L'autorité retient le Brexit comme l'une des causes de ce transfert de personnel, à laquelle

s'ajoute un environnement favorable en 2021 pour le secteur bancaire, qui a favorisé une augmentation des salaires.

L'autorité de régulation des services financiers (FCA) a mis en garde un certain nombre d'entreprises en vue de l'application des nouvelles règles de protection des consommateurs, appelées "Consumer Duty" – Selon la FCA, qui a analysé les préparatifs d'environ 60 grandes entreprises de services financiers, si la plupart d'entre elles ont compris leurs obligations, certaines ont des problèmes importants avec leur plan d'application. La FCA a souligné que les plans pour améliorer la culture de l'entreprise et mettre l'accent sur le bien-être des consommateurs n'étaient pas suffisamment développés et précis. Elle a également constaté que certaines entreprises étaient trop confiantes quant à leurs processus internes existants et leur capacité à répondre aux nouvelles exigences. Pour rappel, les nouvelles règles entrent en vigueur le 31 juillet 2023 pour les produits ou services nouveaux et existants qui sont ouverts à la vente ou au renouvellement, et le 31 juillet 2024 pour les produits ou services qui ne peuvent plus être souscrits.

Des banques britanniques demandent au gouvernement d'assouplir certaines règles clés élaborées à la suite de la crise financière – Le gouverneur conservateur britannique a déclaré qu'il réviserait le *Senior Managers and Certification Regime (SM&CR)*, cadre visant à tenir les dirigeants des

entreprises financières responsables en cas de fraude avérée ou de mauvaise gestion, pour aider à renforcer l'attractivité de la City of London. Le gouvernement serait également intéressé par la modification du *FCA Register*, listant tous les travailleurs financiers approuvés, qui est considéré comme trop bureaucratique et rigide, provoquant des retards dans les embauches. Les détails seront fournis dans une prochaine consultation. En outre, les banques voudraient que le gouvernement abandonne l'exigence de certification des hauts fonctionnaires par la Banque d'Angleterre (BoE) et la FCA lorsqu'ils veulent occuper un poste de direction dans une entreprise financière (qui doit assurer qu'ils sont "*fit and proper*" pour tenir ces rôles). Sans cette certification, il est actuellement impossible de rejoindre une entreprise financière enregistrée auprès des régulateurs.

La FCA publie une mise à jour concernant les activités auxiliaires exemptées du cadre MiFID pour les entreprises de négoce de dérivés de matières premières – En mars 2022, la FCA avait fourni des indications aux entreprises fournissant des dérivés de matières premières en tant qu'activité auxiliaire, afin qu'elles puissent être exemptées du cadre MiFID durant la période 2022-2023. Cette éligibilité reposait sur un test (de « market share ») ainsi que des méthodes de calculs spécifiques. La FCA indique dans cette note que les entreprises pourront continuer à utiliser ces règles pour être

exemptées durant l'année 2023-2024. Pour rappel, dans la déclaration ministérielle qui accompagnait les réformes d'Édimbourg, le Chancelier a annoncé que le gouvernement présenterait une législation secondaire au premier trimestre 2023 afin d'alléger les charges des entreprises qui négocient des dérivés sur matières premières en tant qu'activité auxiliaire. Les changements apportés au test des activités auxiliaires impliqueront la suppression des aspects quantitatifs actuels du test.

2 Banques et assurances

Suite aux stress tests menés dans le secteur des assurances, Charlotte Gerken, Directrice exécutive de ce secteur au sein de la *Prudential Regulatory Authority* (PRA), a publié une [lettre](#) résumant les principaux résultats – La PRA a noté la résilience des 16 compagnies d'assurances testées : bien que le *Solvency Capital Requirement* (SCR) ait diminué fortement (de 162 % à 123 %) lors des tests réalisés, il reste au-dessus de 120 %. Toutefois, le régulateur note un « biais de surconfiance » dans leur approche. En effet, selon le rapport, plusieurs entreprises comptent sur leur capacité à vendre des actifs pour environ 8 à 9 Md£ malgré la dégradation de leur notation en dessous de BBB (titres spéculatifs) pour faire face aux scénarios simulés dans les stress-tests, sans tenir compte des potentielles actions des autres acteurs sur les marchés. Selon C. Gerken, il est important que les entreprises, lors

de leur planification, tiennent compte de la liquidité des marchés, des amplificateurs de stress liés aux actions des autres investisseurs, des interdépendances ou bien encore des coûts de transactions.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres

Rédacteurs :

Quentin Bon , Carole Lebreton et Sophia Milliaud

Revu par Thomas Ernoult

Pour s'abonner :

londres@dgtresor.gouv.fr